



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 28/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GUSTAVE MULLER Neuf-Brisach

PORT RHENAN DE NEUF BRISACH

BP 48

68600 Neuf-Brisach

Références : 0006700695_2025_05_22_GM-Volgelsheim_VIIC_AN25_Pt-chaud
Code AIOT : 0006700695

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement GUSTAVE MULLER Neuf-Brisach implanté PORT RHENAN VOGELSHEIM-NEUF BRISACH 68600 Volgelsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'Action Nationale 2025 "Travaux par points chauds". Cette action vise à prévenir les risques de feu et d'explosion dans les installations où ce risque est important.

La visite porte notamment sur les mesures de prévention mises en œuvre accompagnant les travaux, et en particulier dans le cadre de la délivrance des permis d'intervention.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUSTAVE MULLER Neuf-Brisach

- PORT RHENAN VOGELSHEIM-NEUF BRISACH 68600 Volgelsheim
- Code AIOT : 0006700695
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

GUSTAVE MULLER exploite sur le port de Neuf-Brisach, un ensemble d'installations composées de silos à céréales (40.000 tonnes maximum), de stockages d'engrais et de produits phytosanitaires.

Thèmes de l'inspection : Action nationale 2025 «Travaux et points chauds»

Référentiels utilisés :

- arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 14 mars 2016

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
2	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
3	Signalisation à l'entrée des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
4	Travaux par point chaud dans les zones à risque	Arrêté Préfectoral du 14/03/2016, article 7	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités, notamment :

- **Point de contrôle n°1** : absence d'analyse exhaustive des risques présents sur site et incomplétude de la représentation graphique des risques identifiés,
- **Point de contrôle n°2** : dans le local fréquenté par le personnel retenu pour l'affichage de l'ensemble des consignes de sécurité, absence d'affichage de l'interdiction d'apporter du feu et absence de mise à jours des consignes relatives au permis feu,
- **Point de contrôle n°3** : incomplétude des consignes spécifiques à l'entrée des zones à risque d'incendie ou d'explosion,
- **Point de contrôle n°4** : incomplétude du permis de feu.

S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à

l'article L.511-1 et qui peuvent être par ailleurs aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade (demande d'action corrective).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Identification des zones à risque
Prescription contrôlée : « L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [...] »
Constats : En amont du contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection, ses plans des zones de dangers dans leurs versions de février 2024. Aux dires de l'exploitant, aucune modification du site pouvant engendrer de nouveaux risques d'incendie ou d'explosion n'a été réalisée depuis cette date. Après échange, l'exploitant a informé l'Inspection que l'identification et la localisation des zones à risque d'incendie ou d'explosion a été réalisée dans le cadre de l'analyse des risques, effectuée lors de l'actualisation de son DRPCE (Dossier Relatif à la Protection Contre les Explosions, rendu obligatoire par la directive ATEX 1999/92/CE) en octobre 2023. A l'analyse des plans des zones à risque et du DRPCE , l'Inspection constate: <ul style="list-style-type: none">• que l'identification des zones à risques, réalisée dans le DRPCE n'est pas exhaustive et n'analyse pas entre-autre, les risques relatifs aux stockages d'engrais situés au sud de l'installation ;• que certaines zones, identifiées comme zones à risque d'incendie dans le DRPCE, notamment les fosses de réception F1 et F2, ne sont pas identifiées comme telles sur les plans des zones à risques. Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de la prescription contrôlée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de réaliser une analyse exhaustive des zones à risques d'incendie ou d'explosion présentes sur son site et à reporter l'ensemble des zones identifiées sur ses plans des zones à risques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation et de sécurité
Prescription contrôlée : « [...] L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin [...] - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...] - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63. [...] »
Constats : En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection, les consignes de sécurité communes à l'ensemble de ses sites, suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Consignes particulières de nettoyage (version de septembre 2018),• Consignes relatives au permis de feu (version d'octobre 2024),• Consignes de redémarrage après travaux par points chauds (version d'avril 2016). Lors de l'introduction de la visite, l'exploitant a informé l'Inspection que le lieu fréquenté par le personnel retenu pour l'affichage des consignes applicables au sein de son installation est le bureau d'exploitation. Ce local, présent au rez-de-chaussée du silo 1, est un lieu de passage fréquenté par le personnel de l'installation et les intervenants extérieurs. Au cours de la visite du bureau d'exploitation, l'Inspection a constaté l'affichage : <ul style="list-style-type: none">• des consignes particulières de nettoyage,• des consignes relatives au permis de feu,• des consignes de redémarrage après travaux par points chauds,• de l'interdiction de fumer,• de l'obligation d'établir un permis de feu pour tout travaux par points chauds, mais n'a pas constaté l'affichage de l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque. Il a par ailleurs été constaté que la consigne relative au permis de feu affichée est datée de 2002 alors que la version en vigueur de cette consigne, date d'octobre 2024. Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de la prescription contrôlée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de réaliser un affichage exhaustif et à jour des consignes de sécurité s'appliquant à son installation.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Signalisation à l'entrée des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Signalisation à l'entrée des zones à risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones[...]. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite sur site, l'Inspection a contrôlé par échantillonnage, le respect des affichages et signalisations visés par la prescription, à l'entrée de certaines zones à risque d'explosion ou d'incendie.</p> <p>A ce titre, l'Inspection a vérifié par échantillonnage les entrées des zones à risque suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les accès des silos 1 & 2 (risque d'explosion et d'incendie) ; • Entrée de la chambre à poussière du silo 1 (risque d'incendie) ; • Abords de la fosse de réception F4 du silo 3 (risque d'incendie) ; • Entrées des séchoirs S1 et S3 (risque d'incendie). <p><u>Affichage de la nature du risque</u></p> <p>L'Inspection a constaté aux entrées des silos 1 et 2, que le risque d'explosion était clairement identifié. Toutefois, il a également été constaté l'absence d'affichage indiquant la présence de zones à risque d'incendie aux entrées de toutes les zones contrôlées.</p> <p><u>Affichage des consignes de sécurité</u></p> <p>Au cours de la visite, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence de consigne rappelant l'interdiction de fumer aux abords de la chambre à poussières du silo 1 ainsi qu'à l'entrée du silo 2 ; • l'absence systématique des consignes signalant l'interdiction d'apporter une flamme nue et l'obligation d'établir un permis de feu. <p>Ainsi, au regard de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence d'information sur la nature du risque à l'entrée des zones à risque d'incendie ; • l'absence d'affichage à l'entrée des zones contrôlées, des consignes rappelant l'interdiction d'apporter une flamme nue et l'obligation d'établir un permis de feu. <p>l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Travaux par point chaud dans les zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2016, article 7
--

Thème(s) : Actions nationales 2025, Travaux par point chaud dans les zones à risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p> <p>Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée ; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention.</p> <p>[...]</p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu, • la durée de validité, • la nature des dangers, • le type de matériel pouvant être utilisé, • les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.), • les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte. »
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle en salle, l'exploitant a indiqué que, préalablement à toute intervention (travaux ou opérations de maintenance) susceptible de générer des points chauds, un permis de feu, accompagné d'un plan de prévention spécifique est établi et signé par le responsable du silo ou par son adjoint.</p> <p>A l'analyse de la consigne spécifique au permis de feu, l'Inspection constate la présence des consignes à tenir avant, pendant et après chaque intervention entraînant des points chauds.</p> <p>Afin de répondre aux dispositions de la prescription contrôlée, les deux derniers permis de feu et les deux derniers plans de prévention, signés par l'exploitant et datés respectivement des 30 août 2024 et 3 septembre 2024 ont été mis à disposition de l'Inspection.</p> <p>Concernant la complétude du permis de feu, celui-ci étant systématiquement accompagné d'un plan de prévention, l'Inspection considère qu'au regard de la présente prescription, ces deux documents sont complémentaires et constate, après analyse conjointe avec l'exploitant, l'absence de deux éléments requis par la prescription contrôlée, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mention explicite du type de matériel autorisé pour les interventions concernées ; • la mesure de prévention à prendre pour informer le personnel de l'intervention par point chaud. <p>Les autres éléments requis par la prescription n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.</p> <p>Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions contrôlées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans le cadre de la réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds qui doivent faire l'objet d'un permis de feu, il appartient à l'exploitant de préciser dans son permis de feu le type de matériel pouvant être utilisé et le mode d'information du personnel retenu.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois